PHARMACIENS ET ÉPICIERS.

Les prétentions des pharmaciens sont que les pharmaciens seuls peuvent et doivent pouvoir vendre les médicaments brevetés, les produits chimiques et les drogues.

Il ne suffit cependant pas d'avoir des prétentions à un monopole, il faut les justifier.

Les pharmaciens et aussi un médecin politicien qui les défend dans un journal du matin, disent que l'intérêt du public est un motif suffisant pour que la vente des articles ci-dessus ne soit pas laissée libre.

Et ils justifient leurs dires par cette raison que les pharmaciens seuls, par leurs études spéciales, sont aptes à juger des qualités et du degré de pureté des médicaments brevetés, des produits chimiques et des drogues.

Cela ferait supposer que les pharmaciens ne vendent pas de produits qu'ils n'aient analysés et qu'ils n'aient trouvés purs.

Nous verrons tout à l'heure ce qu'il en faut penser d'après la déposition d'un expert-chimiste devant le Comité de Législation qui a fait une enquête préliminaire sur les motifs qui pouvaient militer tant pour l'adoption que pour le rejet de l'amendement à l'Acte de Pharmacie.

Pour le moment, rappelons brièvement que les médecines brevetées doivent être vendues sans que l'enveloppe en ait été ouverte; elles doivent donc passer des mains de l'acheteur en celles du vendeur dans leur emballage d'origine. C'est dire, n'est-ce pas, que le marchand ne pouvant décacheter ou ouvrir la bouteille ou la boîte, ne peut en analyser le contenu. Si bon chimiste, si bon analyste que puisse être un pharmacien, il ne peut donc exercer sa science pour la vente des médicaments brevetés.

Le pharmacien ne peut donc ar-

guer de ses longues études spéciales, ni de ses connaissances pour la vente des médicaments brevetés, puisque ses études et ses connaissances ne peuvent être mises à contribution pour reconnaître la valeur, l'efficacité ou la pureté du produit. vendu, quand il s'agit d'un médicament qui doit être livré intact, même dans son emballage, et tel qu'il sort des mains du fabricant.

En quoi alors l'intérêt public veut-il que le pharmacien, et le pharmacien seul puisse vendre les médicaments brevetés ?

Est-ce que, par hasard, l'intérêt public ne se trouve pas suffisamment sauvegardé par l'interdiction formelle et absolue de vendre les dits médicaments brevetés autrement que sous la propre enveloppe et le propre sceau du fabricant ? Si oui, l'épicier, comme tout marchand d'ailleurs, peut vendre le médicament breveté au même titre que le pharmacien.

Donc, en ce qui concerne les médicaments brevetés, le monopole des pharmaciens ne saurait se justifier; il reste une atteinte à la liberté du commerce et, rien autre, et, comme toute entrave, ce monopole doit disparaître.

Les pharmaciens disent au public: en achetant vos produits chimiques chez l'épicier quelle garantie avez-vous de leur pureté ? Aucune. Tandis que ces mêmes produits achetés chez nous passent par l'analyse et sont vendus en toute confiance. Nous faisons de longues études qui nous donnent la science voulue pour distinguer les produits les uns des autres, les préparer; les analyser, etc... toutes choses que l'épicier ne saurait faire parce qu'il n'a pas les connaissances voulues.

D'après ce raisonnement, il semblerait que les pharmaciens sont tous d'excellents chimistes, non pas simplement en théorie, mais également en pratique. Il paraîtrait